

TRANSFERT D'ARGENT À L'ÉTRANGER : PANACÉE POUR LE DÉVELOPPEMENT OU SIMPLE EFFET D'ENTRAÎNEMENT ?

VALSA SHAH*

Les immigrants originaires des pays en développement envoient des sommes d'argent très importantes dans leur pays depuis les pays développés. Les bienfaits de ces flux pour les pays de destination sur le plan économique et du développement suscitent un intérêt sans cesse croissant. Cependant, les universitaires comme les donateurs expriment leur scepticisme à ce sujet. Dans cet article, on s'efforce de dresser un bilan de ces arguments et de tracer les grandes lignes des réponses envisageables.

Nous concluons que, globalement, les transferts d'argent vers les pays en développement ont, dans la plupart des cas, des effets positifs au niveau macroéconomique. Les retombées considérables pour les ménages peuvent avoir des effets sur la croissance économique et sur la réduction de la pauvreté. L'importance de tels bien-

faits variera au cas par cas. De plus, les transferts d'argent à l'intérieur d'un cadre régional ou national sont plus susceptibles d'avoir des effets de réduction de la pauvreté.

QUELQUES DONNÉES

Les données du Fonds monétaire international (FMI) concernant la balance des paiements sont la principale source d'information concernant les transferts d'argent internationaux. Il convient de noter que ces données sont truffées d'erreurs et d'omissions, même pour le Royaume-Uni ; ce qui empêche toute analyse significative. En particulier, les données manquantes concernent principalement les pays (tels que l'Afghanistan, le Libéria, Haïti) où l'effondrement de l'économie a fait

* Conseiller économique du Department for International Development (DFID).

de ces transferts d'argent une source vitale de financement du développement. La médiocrité de la qualité des données disponibles dans ce domaine présente un contraste saisissant par rapport aux données sur les flux financiers internationaux en général qui, au cours des dernières décennies, ont connu une grande amélioration grâce aux mesures incitatives préconisées par le Nord. En outre, une partie significative de ces fonds transite par des canaux officieux ; ce qui signifie que ces transferts d'argent passent totalement inaperçus.

En dépit des problèmes concernant les données, la valeur totale des transferts d'argent recensés officiellement vers les pays en développement en 2004 est estimée à 125 milliards de dollars, dont 43,4 milliards de dollars à destination de pays à faible revenu. Plus de la moitié de ce montant est probablement imputable à des transferts au niveau régional ; c'est-à-dire vers les

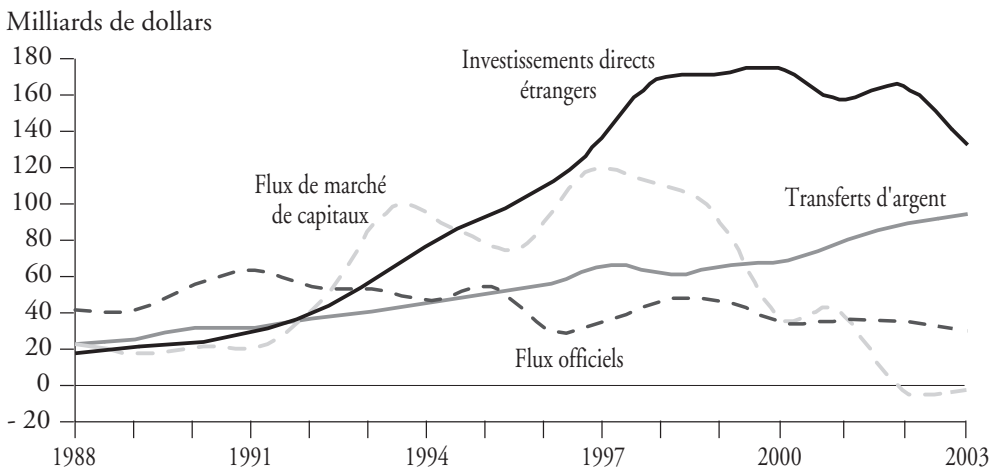
pays en développement à partir de pays voisins (souvent eux-mêmes en développement). Les flux de transferts d'argent par les voies officielles semblent en hausse depuis 2 ou 3 ans.

Outre les transferts d'argent internationaux, l'exode rural interne génère des flux importants de transferts d'argent au niveau national, qui ont souvent des effets directs sur la réduction de la pauvreté. Malheureusement, il est généralement très difficile d'obtenir des données sur ces flux.

UN SIMPLE FLUX FINANCIER PARMI D'AUTRES ?

Les transferts d'argent sont souvent comparés aux flux de l'investissement direct étranger et aux flux de l'aide au développement (cf. graphique ci-dessous).

Graphique
Flux de ressources vers les pays en développement
de 1998 à 2003



Source : Banque mondiale, *Global Development Finance*, annexe A, 2004, pp. 170-173.

Si la connaissance du contexte général est utile, ces flux financiers sont de nature très différente, et il faut en tenir compte. À la différence des flux de l'aide, les flux des transferts d'argent sont des flux privés, d'individus à individus, via les canaux formels¹ et informels² du secteur privé. Ce sont, sans doute, les canaux privilégiés par les immigrés et les bénéficiaires, car leur affectation est plus efficace et plus ciblée que celle de l'aide au développement officielle. De plus, les coûts de transaction³ sont minimes comparés à ceux des flux de l'aide au développement, et ces ressources sont moins susceptibles de finir dans les mains de dirigeants corrompus. Plus généralement, on peut dire que les flux de transferts d'argent constituent une forme d'auto-assistance, puisque les ressources sont fournies par les immigrés plutôt que par les gouvernements. L'aide au développement remplit d'autres fonctions, telles que l'amélioration de la gouvernance, des institutions et des politiques à appliquer. Pour cette raison, les flux des transferts d'argent sont susceptibles d'être complémentaires des flux de l'aide officielle au développement.

Les frontières entre les flux des transferts d'argent et l'investissement direct étranger sont souvent floues dans certains cas parce que les fonds représentatifs des transferts d'argent sont parfois injectés directement dans une petite entreprise, ou investis sous la forme d'associations locales ou de projets de santé publics et communautaires. Par conséquent, ces fonds peuvent être considérés, dans une minorité de cas, comme une sorte d'investissement direct étranger.

Cependant, en général, il existe des différences essentielles entre les flux de l'aide au développement et ceux de l'investissement direct étranger. Le recul de la croissance dans les différents pays indique que les transferts d'argent constituent un indicateur négatif du PIB⁴ : ce qui n'est pas surprenant parce qu'ils sont susceptibles de compenser les chocs économiques. Par exemple, l'émigration est fréquente dans les pays secoués par des conflits. À l'inverse, les flux des investissements directs étrangers sont connus pour avoir un effet positif sur la croissance du PIB, car ils suscitent des comportements visant à maximiser les bénéfices et sont bien perçus dans leur environnement. En outre, les transferts sont des flux d'argent sans compensation ; autrement dit, le pays de destination n'a aucun compte à rendre. Cela différencie notablement ces flux de l'investissement direct étranger et de la dette sur le plan des effets sur le bien-être et la croissance.

IMPACT MACROÉCONOMIQUE DES TRANSFERTS D'ARGENT

Au niveau macroéconomique, le transfert d'argent, quel que soit le canal utilisé, est généralement considéré comme bénéfique pour l'économie d'un pays en développement. Les capitaux entrants permettent de mobiliser des ressources qui suscitent des activités économiques sous forme de consommation et d'investissement ; ce qui contribue alors à la croissance économique, à

la création de richesses et à la réduction de la pauvreté. La plus grande stabilité des flux des transferts d'argent et leur nature anticyclique peuvent contribuer à la stabilité des économies réceptrices en compensant les pertes de change liées à des chocs macroéconomiques. Les estimations empiriques⁵ donnent à penser que la volatilité des revenus peut ralentir la croissance économique ; de ce fait, ces tampons contre les chocs peuvent améliorer le bien-être et les perspectives de croissance. Cette stabilité peut réduire la vulnérabilité du secteur financier en cas de crise, comme l'indiquent plusieurs banques d'Amérique Latine qui sont parvenues à titriser les flux des transferts d'argent avec l'assistance de la Banque inter-américaine de développement.

L'utilisation des canaux bancaires formels peut permettre aux institutions financières d'améliorer leur trésorerie, d'étendre leurs opérations de prêt si les clients déposent l'argent reçu, d'encaisser des frais et des commissions sur la conversion de devises, d'attirer de nouveaux clients (qui effectuent des transferts d'argent) et/ou de vendre des services supplémentaires aux clients existants. Ce développement du secteur financier, à l'origine du coefficient d'expansion monétaire, est nécessaire pour le développement du secteur privé et la croissance économique.

« Dutch disease ? »

Le scepticisme entourant l'impact macroéconomique des transferts d'argent est fondé le plus souvent sur le risque du syndrome hollandais (*dutch*

disease). Si une partie importante des transferts d'argent est consacrée à des biens non échangeables, tels que de l'immobilier et des terrains, elle peut entraîner une inflation, suivie d'une appréciation du taux de change réel rendant les exportations moins compétitives. La principale exportation devient alors la main-d'œuvre, plutôt que des produits nécessitant une main-d'œuvre importante, qui entraîne une hausse importante des rentrées sur opérations de change ; ce qui réduit la pression en vue de mettre en place l'infrastructure et l'environnement requis pour les produits d'exportation, évinçant du même coup le secteur traditionnel des exportations. Les pays concernés entretiennent ainsi des déficits plus importants dans le contexte des migrations internationales. Un certain nombre de facteurs déterminent la gravité de ce risque, notamment :

- la proportion des transferts d'argent consacrés à des biens non échangeables ;
- l'élasticité des prix de la demande concernant les exportations (sinon les revenus des exportations connaîtront une baisse limitée) ;
- la facilité avec laquelle les travailleurs peuvent réagir et migrer par suite d'une baisse de production des exportations (s'ils peuvent se rendre facilement à l'étranger, la perte de compétitivité sera exagérée) ;
- la compensation des réponses côté fournisseurs, telle que l'encouragement des secteurs de croissance durable.

Les effets de la répartition improductive des ressources devraient être importants pour les flux des transferts d'argent dépassant 10 % du PIB⁶.

IMPACT MICROÉCONOMIQUE DES TRANSFERTS D'ARGENT

L'impact microéconomique des transferts d'argent dépend, en partie, des caractéristiques des migrants et des bénéficiaires, c'est-à-dire s'il s'agit de populations rurales pauvres ou de secteurs de la population scolarisée résidant dans des zones urbaines. Cela varie d'un pays à l'autre. Les données dont nous disposons concernant l'Amérique Latine indiquent que les transferts d'argent peuvent réduire directement la pauvreté⁷. Le raisonnement est qu'à court terme les transferts d'argent aident à assouplir les contraintes budgétaires de leurs bénéficiaires, ils peuvent ainsi augmenter leur consommation de biens durables et non durables, tout en étant mieux protégés contre les pertes de revenus.

Du point de vue du développement, il est plus souhaitable d'encourager les investissements indépendants des flux des transferts d'argent futurs. Par exemple, la création des entreprises locales ne doit pas être financée par des transferts d'argent, directement ou indirectement (via le coefficient) ; ce qui permettra de préserver les emplois locaux sans poursuite de l'émigration et des transferts d'argent. Ainsi, certains pourraient dire que sachant que les données disponibles à ce jour montrent que les populations pauvres sont tentées d'utiliser l'argent reçu pour acheter des biens de consommation plutôt que pour l'investir, les transferts d'argent peuvent, au mieux, amortir provisoirement la pauvreté plutôt que remédier aux causes structurelles de la

pauvreté. Ce raisonnement est cependant à nuancer : il peut y avoir certains effets à long terme positifs sur la réduction structurelle de la pauvreté. C'est le cas, par exemple, si l'argent envoyé est investi dans la consommation de produits éducatifs et de santé publique (autrement inaccessibles).

De plus, les modèles de consommation peuvent contribuer à la croissance économique, en particulier si de telles activités impliquent la consommation de biens produits localement ; ce qui multiplie les effets sur l'activité économique locale.

Selon certains commentateurs, l'émigration est principalement le fait de personnes scolarisées ; ce qui implique que l'impact de la réduction de la pauvreté résultant de leurs transferts d'argent est minime. Là encore, la situation varie d'un pays à l'autre. Certaines études empiriques montrent que les émigrés ont généralement un bon niveau de scolarisation. Toutefois, il existe des couloirs de migration spécifiques, composés par des travailleurs manuels. C'est, par exemple, le cas des migrants en provenance des Philippines, du Bangladesh et de l'Inde se rendant au Moyen-Orient pour travailler dans la construction et l'hôtellerie, ou en provenance du Bangladesh se rendant au Royaume-Uni pour travailler dans la restauration. En outre, de nombreux flux migratoires sont illégaux, et ces émigrés souvent pauvres envoient régulièrement de l'argent dans leur pays d'origine.

De plus, même si les transferts d'argent ne s'adressent pas aux plus pauvres, les effets restent positifs sur la pauvreté structurelle. Par exemple, ils peuvent stimuler la demande de

services de travail intensif, tels que la construction de maisons financée par l'argent envoyé. Les activités de cette nature peuvent multiplier les effets au niveau local.

Les « transferts élaborés » (*knowledge rich remittances*) liés à une relation étroite avec les pays développés ont peut-être un effet plus durable et plus direct sur la croissance économique. Par exemple, l'évolution des attentes concernant le rôle de l'État, le comportement des politiciens et ce qui est considéré comme acceptable, de nouvelles préférences et des niveaux de services plus élevés peuvent avoir des répercussions sur l'économie; ce qui constitue souvent le fondement d'une croissance endogène.

Effets négatifs sur le bien-être ?

Les études faites à petite échelle (principalement par des anthropologues) sont moins optimistes quant aux impacts des transferts d'argent que les études faites à un niveau plus global (généralement par des économistes). Les commentaires font souvent état de la diminution des débouchés pour ceux qui restent au pays. Les inégalités se creusent au niveau régional, ainsi qu'entre les campagnes et les villes si les bénéficiaires sont concentrés dans les zones urbaines. Par exemple, on a observé une évolution vers des « villages d'émigration » en Amérique Latine, où de nombreuses maisons neuves sont vides une grande partie de l'année.

Ces investissements liés au logement entraînent souvent une inflation locale du prix de l'immobilier et, en conséquence, une dégradation du pouvoir

d'achat de la population locale en même temps qu'une augmentation de la valeur du patrimoine des propriétaires. Plus généralement, ils ont également des effets inflationnistes sur les marchés parallèles des devises.

Certains sceptiques considèrent que les effets des transferts d'argent se caractérisent par des risques de « hasard moral », la suffisance des bénéficiaires entraîne un comportement sous-optimal en matière de consommation. De plus, les attentes liées aux revenus provenant de l'étranger peuvent provoquer une hausse des prétentions salariales dans le pays d'origine.

Toutefois, on peut considérer que ces consommateurs agissent de façon rationnelle et qu'ils prennent des décisions optimales compte tenu de leurs contraintes. Et il serait erroné de juger globalement ces décisions individuelles. Les individus doivent rester libres de dépenser leur argent comme ils veulent. Les gouvernements doivent veiller à ce que le secteur privé puisse offrir des choix appropriés de consommation et d'investissement. Les gouvernements peuvent également jouer un rôle important en réduisant les barrières freinant les flux des transferts d'argent.

Alternative à la fuite des cerveaux

Les critiques mettent souvent en avant le fait que la fuite des cerveaux, qui peut constituer un grave problème pour les pays en développement, est exacerbée par les flux des transferts d'argent. L'émigration est due, en partie, à la recherche de revenus plus importants dans d'autres pays. De ce

point de vue, en effet, le besoin d'argent envoyé de l'étranger peut entraîner, dans certains cas, la fuite des cerveaux. Pour ces pays, il serait complètement erroné de croire que la pénurie de capital humain est compensée par les flux financiers entrants, ces deux éléments n'étant pas interchangeables ; les transferts d'argent ne sont qu'un remède imparfait au problème plus profond qui se manifeste.

Toutefois, cela ne signifie pas pour autant que les donateurs et les gouvernements ne doivent pas faciliter les flux des transferts d'argent qui auraient, sans doute, lieu de toute façon. En outre, la fuite des cerveaux ne pénalise certainement pas tous les pays qui bénéficient de ces transferts d'argent. Une partie importante des transferts d'argent provient d'émigrés sans qualification, qui auraient été sans emploi s'ils étaient restés dans leur pays d'origine. Ces personnes ne jouent donc aucun rôle dans le problème de la fuite des cerveaux. S'il est un aspect que la fuite des cerveaux met en évidence, c'est la nécessité de faciliter les flux des transferts d'argent, qui constituent au moins une petite consolation pour le pays émetteur. Toutefois, le fond du problème doit être traité par une politique de l'émigration, bien gérée par les pays développés et en développement, avec des objectifs de développement des pays envoyant des migrants au premier plan.

BARRIÈRES ENTRAVANT LES TRANSFERTS D'ARGENT

Au sein même des mécanismes des transferts d'argent, plusieurs barrières

pénalisent le bon fonctionnement des marchés et empêchent l'optimisation du bien-être des consommateurs. Globalement, elles se situent à trois niveaux : le consommateur, l'entreprise et le gouvernement. Au niveau du consommateur, les problèmes concernent l'accès ; par exemple, lorsque l'émigré qui envoie de l'argent ne dispose pas des documents requis ou des connaissances requises pour accéder à certains services de transfert de fonds. Au niveau de l'entreprise, il peut exister des problèmes de concurrence, d'accès, de méconnaissance des débouchés commerciaux ou d'utilisation de la technologie. Au niveau gouvernemental, les problèmes peuvent être liés aux obstacles de la réglementation et à un manque de connaissances et de données entravant les entrées d'argent.

RECOMMANDATIONS POLITIQUES

Les donateurs multilatéraux et bilatéraux sont actifs dans le domaine des politiques relatives aux secteurs financiers visant à améliorer les répercussions des transferts d'argent sur le plan du développement, à encourager les canaux formels et à développer des mesures pour inciter les agents informels et sans licence à officialiser leur activité.

Le Department for International Development (DFID) s'attache à réduire les barrières liées au marché des transferts d'argent pour les expéditeurs/destinataires à faible revenu (principalement du Royaume-Uni vers trois pays à faible revenu : le Ghana, le

Nigeria et le Bangladesh). Les objectifs visent également à réduire l'exclusion financière des pauvres et à encourager le secteur privé à créer des produits adéquats pour l'investissement des fonds envoyés. DFID a aussi lancé récemment sur le Web une enquête sur les produits et les tarifs des transferts d'argent s'adressant aux consommateurs du Royaume-Uni, en vue d'améliorer la transparence des prix de détail⁸.

Globalement, les pays en développement bénéficient des transferts d'argent en termes de croissance économique et de réduction de la pauvreté sur le long terme. Dans bien des cas, l'augmentation de la consommation permet de réduire immédiatement la pauvreté.

Les transferts d'argent ne doivent en aucun cas remplacer les flux de l'aide au développement ou la fuite des cerveaux. Ils sont complémentaires aux flux de l'aide qui sont nécessaires pour faire face aux défaillances des gouvernements ou des marchés. Les canaux formels des transferts d'argent doivent être encouragés et promus ; les donateurs et les gouvernements doivent améliorer l'environnement économique, de sorte que les bénéficiaires aient plus de choix en matière de consommation et d'investissement. Enfin, nous considérons que les transferts d'argent ne sont ni une panacée pour le développement, ni qu'ils ont un simple effet d'entraînement, mais qu'ils contribuent positivement à l'évolution d'une économie en expansion.

NOTES

1. Les canaux formels désignent les opérateurs et les banques habilités à effectuer des transferts de fonds.
2. Les canaux informels désignent les réseaux Hundi/Hawala, le transport d'espèces, les passeurs et autres sous/surfacturations via les réseaux commerciaux.
3. Les coûts des transactions sont en moyenne de 10 à 15 %.
4. Chami et *al.*
5. Données collectées au Honduras à la suite de l'ouragan Mitch.
6. Les données dont nous disposons indiquent que, dans la plupart des pays, l'impact sur le PIB va de 1 à 10 %. Les exceptions sont des pays tels que le Tonga, le Lesotho, le Cap Vert, qui dépendent entièrement des transferts d'argent de leur population émigrée.
7. Adams (2004), à partir de données sur 7 276 foyers du Guatemala, fait la distinction entre les migrations nationales et internationales. Il a découvert qu'au Guatemala, à une seule exception près, l'inclusion des transferts d'argent dans les dépenses des foyers réduit le niveau (*per capita*), la profondeur (indice d'écart de pauvreté) et la gravité (indice d'écart de pauvreté au carré) de pauvreté.
8. www.sendmoneyhome.org.

BIBLIOGRAPHIE

ADAMS R., *International Migration, Remittances and the Brain Drain : a Study of 24 Labour Exporting Countries*, Banque mondiale, juin 2003.

ADAMS R., *Remittances and Poverty in Guatemala*, document de travail et de recherche de stratégie, Banque mondiale, 2004.

CARRINGTON W. et DETRAGIACHE E., *How Extensive is the Brain Drain*, juin 1999.

CHAMI R., FULLENKAMP C. et JAHJAH S., *Are Immigrant Remittances Flows a Source of Capital for Development ?* document de travail du FMI, 2003.

HARRISON A., *Working Abroad - the Benefits Flowing from National Working in other Economies*, rapport pour la table ronde sur le développement durable, OCDE, septembre 2004.

Harvard University et Centre for Global Development.

KAPUR D., *Remittances : the New Development Mantra*, université de Harvard, août 2003.

